

Editeur invité, le Bureau de l'éducation pour adultes d'Asie-Pacifique

L'éducation indispensable pour s'attaquer à une épidémie féminisée

Ian Hodgson



Credit : Shaillan Parker/Oxfam

Malini, une éducatrice volontaire pour le le Mouvement d'action des gens, Chennai, informe les femmes de son groupe sur les MST et le VIH et le SIDA.

Le VIH est maintenant sans doute possible une maladie avec une dimension genre : c'est une épidémie féminisée. Le Secrétaire Général des Nations-Unies sortant, Kofi Annan, s'exprimant lors de l'ouverture de la conférence spéciale de New-York sur le VIH et le SIDA a suggéré que : « Le monde a été excessivement lent à développer l'un des aspects les plus vitaux de la lutte : les mesures pour combattre le SIDA chez les femmes et les filles. Ces manquements sont mortels. »

Le problème auquel font face les femmes et les filles ne doit et ne peut être sous-estimé. Selon un nouveau rapport d'Aide et Action, Le Pouvoir des filles, présenté en page 9, « les filles et les femmes sont vulnérables au VIH simplement parce qu'elles n'ont pas assez de pouvoir pour se protéger de l'infection. Afin de ne pas être contaminée par le VIH, une femme doit pouvoir avoir le contrôle d'avec qui elle a des relations sexuelles, ainsi que de quand et comment elle a ces relations ».

Les femmes sont biologiquement plus à risque d'être contaminées par le VIH et la toile sociale et culturelle dans laquelle nombre d'entre elles sont prises amplifie le problème. La notion très occidentale selon laquelle les individus sont libres du choix de se protéger des risques, et que ces risques sont essentiellement contrôlables, ne s'applique simplement pas dans de nombreuses parties du monde. Le risque pour les femmes est trop souvent proportionnellement inversé par rapport à son pouvoir. Les messages de promotion de la santé qui manquent à adresser cela sont condamnés à échouer.

« Au cœur de l'épidémie mondiale de SIDA se trouve l'inégalité entre les sexes. Les femmes portent le fardeau de soigner leurs proches, les femmes sont les dernières dans les files d'attente pour les traitements, les femmes et les filles n'ont pas accès à l'information et on leur refuse l'éducation, et on refuse également aux femmes le pouvoir de négocier leur sécurité sexuelle parce qu'elles n'ont pas de contrôle sur les revenus ou la propriété. »

Bertil Lindblad, Directeur Adjoint d'ONUSIDA, 2003

Une autre particularité, et bien plus destructrice, de l'épidémie de VIH qui affecte les femmes est les stigmates. Les stigmates liés au VIH sont véritablement devenues une préoccupation majeure – bien plus encore 20 ans après le début du VIH, le rejet et le jugement faits sur les personnes contaminées sont aussi puissants qu'ils l'étaient au début. Les femmes sont encore plus touchées par les stigmates en raison des normes sociales relatives à ce qui est un comportement sexuel acceptable chez les femmes et parce qu'elles sont souvent plus vulnérables que les hommes

IN THIS ISSUE

- 1-3** L'éducation indispensable pour s'attaquer à une épidémie féminisée
- 3** Lettre des éditeurs
- 4** "Victimes parce que filles" – Tests de virginité forcés au Zimbabwe
- 5** Sexe et sexualité : Apprendre à répondre au VIH au Nigeria et Forum de discussion en ligne
- 6** Groupe de travail sur l'apprentissage positif – Faire le pont entre VIH/SIDA et éducation
- 7** Gérer le risque : éducation préventive VIH pour les femmes utilisatrices de stupéfiants en Asie
- 8** Contester les masculinités : le sport comme médium de développement dans 3 initiatives VIH en Afrique du Sud
- 9** Critique - Construire le « Pouvoir des filles » et Commentaires de conférence
- 10** Nouvelles ressources sur le genre et l'éducation
- 10** Notice nécrologique : Katarina Tomasevski
- 11** Sur la toile et courrier des lecteurs
- 12** Le projet KIC et Evénements à venir

économiquement. Il y a une tendance à blâmer la femme d'abord si une contamination est découverte au sein de la famille, en dépit du fait que c'est l'homme qui en est généralement responsable. Elle est souvent accusée d'avoir des affaires hors-mariage ou accusée de sorcellerie. Un rejet de la communauté n'est pas un sort impossible

pour une femme, avec violence et parfois meurtre

à l'appui parce qu'elle est séropositive. Human Rights Watch est particulièrement concerné par le statut des veuves séropositives, qui sont souvent laissées à elles-mêmes, quémandant leur nourriture au risque d'être exploitées (voir <http://www.hrw.org/reports/2003/zambia/>).

Le projet stigmates du SIDA : monter des réseaux pour s'attaquer aux stigmates

L'intransigeance toujours présente face aux stigmates du VIH en ce début de millénaire était une motivation clé pour la sortie d'une initiative basée sur la collaboration, le projet stigmates du SIDA. Entre 2001 et 2004, une ONG de mobilisation et de réseautage basée en Thaïlande, Les Réseaux de Santé et Développement (HDN), a géré et modéré une série de discussions utilisant un forum électronique (eForum). Des experts dans le domaine du VIH, et une équipe dédiée d'écrivains de pays développés et en voie de développement ont fourni matière pour le Forum en ligne, posant les fondations des discussions et des débats explorant des sujets tels que les stigmates dans le contexte de la santé, dans le secteur de la religion, dans les médias, stigmates et injection de drogues, stigmates sur le lieu de travail, auto-stigmates, et stigmates et dévoilement. Le forum en ligne a eu plus de 2000 membres et des contributions venant de femmes et d'hommes contaminés par le VIH et le SIDA, d'universitaires, de décideurs, d'employés d'ONG, et d'autres simplement intéressés par le sujet. Une évaluation suggère que le Forum en ligne a fourni une enclave favorable aux discussions sur les stigmates (particulièrement dans les pays en voie de développement), une base d'information de valeur et un outil important pour le réseautage.

Plus d'information sur www.hdnet.org

Les femmes sont généralement les responsables principales des soins à donner, et il est peut-être ironique que l'un des indicateurs courants de contamination d'une femme pour la communauté est qu'elle utilise du lait en poudre pour nourrir son enfant au lieu de lui donner le sein. En protégeant l'enfant d'une contamination auquel il est exposé, la mère contaminée est tournée en dérision publique.

Les stigmates basées sur le genre du VIH créent de ce fait une autre forme de manque d'autonomisation de la femme. Les femmes sont aussi dans de nombreuses régions les dernières à manger en cas de ressources limitées, ce qui rend l'adhérence aux médicaments très difficile lorsque ceux-ci doivent être pris avec de la nourriture

(particulièrement lorsque la femme n'a pas révélé son statut par peur d'être discriminée).

L'éducation est clé

Manque d'autonomie, à la fois pour les femmes positives et négatives peut bien entendu signifier la mort. Une des voies à l'autonomisation – liberté d'action – est l'éducation, qui pourrait déjà être perçue comme un vaccin social très efficace contre le VIH, et un rempart contre les stigmates pour celles qui sont contaminées.

L'information sur le virus et sa compréhension sont primordiales, et la vulnérabilité des filles et des femmes au VIH est compliquée par leur manque d'information et de compréhension. Au Niger, par exemple, un rapport de l'ONUSIDA rédigé en 1994 montrait que 41% des filles entre 15 et 19 ans n'étaient pas au courant qu'une personne contaminée par le VIH pouvait paraître en bonne santé, et l'éducation est clairement une intervention qui peut influencer sur ce manque de compréhension.

Promouvoir l'égalité entre les sexes est un Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD), et lorsqu'il est couplé avec un autre objectif – l'éducation primaire universelle, il y a des promesses de combinaisons possibles. Des statistiques récentes, cependant, suggèrent que ces deux objectifs sont très loin d'être atteints. Actuellement plus de 100 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès à l'éducation. Soixante pour cent d'entre eux sont des filles. C'est en Afrique sub-saharienne que nous voyons les problèmes les plus sévères. La présence à l'école augmente, mais il y a toujours dans la région moins de deux tiers des enfants inscrits, et moins de filles à l'école que de garçons.

L'éducation pourrait très bien jouer un rôle clé en aidant les filles et les femmes à se protéger contre le VIH. Le rapport de la campagne mondiale pour l'éducation Apprendre pour survivre suggère que si tous les enfants finissaient l'éducation primaire, l'impact du SIDA pourrait être grandement réduit, et qu'environ 700 000 cas de VIH pourraient être évités chez les jeunes par an. Des rapports tels que Le Pouvoir des filles d'Aide et Action suggèrent que l'éducation est corrélée avec un début d'activité sexuelle plus tardif, avec une négociation du sexe plus



PIVIROT/Organisation mondiale de la santé

La douleur provenant des stigmates est personnelle, et peut paraître insurmontable

bénéfique (pour les femmes) et avec une connaissance accrue du VIH.

Le paradoxe présent entre l'éducation comme protection contre le VIH pour les femmes, et le manque de progrès suffisants en termes de recrutement et de survie des filles à l'école – n'est qu'une des nombreuses dissonances qui caractérisent l'épidémie du VIH dans les pays en voie de développement.

Même lorsque les enfants sont à l'école, les défis persistent. Par exemple, l'éducation ne protège pas toujours par définition les filles contre le VIH, selon une récente étude en Tanzanie effectuée par l'Université Columbia Frances Varvus. Dans ce cas précis, les étudiantes ont un taux d'alphabétisme (y compris calcul) plus élevé que les garçons, mais moins de connaissances générales sur le VIH et le SIDA : Des informations spécifiques et ciblées sur le VIH intégrées dans des programmes solides sont nécessaires. De plus, la recherche suggère que c'est plus au stade de l'éducation post-primaire que la plupart des profits de l'autonomisation des femmes se trouvent, parce que c'est à ce stade que l'apprentissage spécifique se met en place. Dans de nombreux pays cependant peu de filles atteignent ce niveau d'étude.

Le savoir sur le VIH et sur comment ne pas être contaminé est primordial. Mais s'attaquer au contenu éducatif seul et assumer qu'il est une panacée contre l'inégalité entre les sexes et les risques du VIH est une approche trop restreinte pour être efficace. Les filles et les femmes ont besoin de pouvoir pour utiliser ce savoir. Les interventions, de ce fait, doivent être à facettes multiples.

Défier les stigmates et la discrimination

L'éducation, tout particulièrement au niveau de la communauté, peut aussi être clé dans la diminution de la stigmatisation des personnes contaminées, et spécialement des femmes qui sont non seulement plus vulnérables au VIH mais aussi aux stigmates et à la discrimination.

Des programmes de formation pour les communautés sont peut-être des approches plus efficaces, qui peuvent non seulement fournir des informations de base sur le VIH,

mais aussi souvent confronter les « règles d'exclusion » sociales prédisposant les individus à des attitudes négatives envers les personnes contaminées. La recherche confirme que les initiatives de communication visant à combattre la mésinformation et la peur et améliorer les initiatives d'entraide pour les personnes contaminées peuvent avoir un réel impact – particulièrement sur les stigmates dont les mères séropositives font l'expérience (voir par exemple <http://www.panos.org.uk/files/Stigma.pdf>). Au Ghana, des cours d'apprentissage à distance sont utilisés pour former des femmes et des hommes dans les communautés à devenir des agents du changement. Le projet Semer des Cailloux fait des réunions régulières entre des groupes de différentes générations et de sexes différents au sein d'une communauté, pour permettre des discussions constructives et des changements de comportements autour des questions liées au VIH.

Scolarité exclusive pour les enfants contaminés par le VIH en Inde

L'Inde a récemment dépassé l'Afrique du Sud pour le pays avec le plus de personnes contaminées par le VIH et le SIDA (même si la proportion de la population totale reste moindre), et il est de ce fait primordial d'explorer des moyens pour s'assurer que les enfants et les adultes contaminés par le VIH et le SIDA soient traités de façon non discriminatoire. En 2006, l'ONG Karunalayam a lancé une école exclusivement réservée aux enfants garçons et filles atteints du VIH ou du SIDA. Les enfants contaminés rayés d'autres institutions y viennent, et l'école se veut de leur fournir un environnement éducatif libre de toutes stigmates. Il y a bien entendu un risque de marginalisation possible généré par ce projet, dû à la mise en exergue de la « différence » des enfants contaminés. Ce point sera sans aucun doute vivement débattu, et seul le temps permettra de dire si de tels projets ont atteint leurs objectifs.

Pour plus d'information, voir <http://tinyurl.com/uvdq>

Aller de l'avant

Faire des progrès et les poursuivre pour dépasser certaines dimensions liées au genre dans l'épidémie demande d'agir de toute urgence :

- Au niveau personnel : les filles (et les garçons) doivent recevoir une éducation au moins jusqu'à la fin du primaire (en accord avec les OMD), mais préférablement aussi loin que possible après la fin du primaire. Celle-ci doit inclure des informations adéquates sur le VIH et le SIDA – sur les façons de se protéger soi et de protéger les autres, et les bases de sécurité personnelle – en particulier dans les régions où les viols sont endémiques.
- Au niveau de la société et de la communauté : l'éducation doit assurer que les

filles sont autonomes pour pouvoir négocier leurs expériences sexuelles, l'enseignement doit inclure dans les programmes les questions liées à l'égalité, aux modèles positifs, et au besoin de défier les stéréotypes dévastateurs liés au genre, et les effets négatifs des stigmates du VIH – créant comme on le voit un double péril pour les femmes contaminées.

- Au niveau national : l'éducation doit être durable, et il est primordial de s'assurer que les écoles peuvent se permettre de rester ouvertes, et que l'éducation soit gratuite au point de livraison. Renforcer les droits humains légalement est essentiel si les inégalités entre les sexes et les stigmates liées au VIH sont à éliminer.

Le monde se doit de répondre rapidement à la crise du VIH à laquelle les femmes sont confrontées. Et on doit se demander pourquoi la Conférence Internationale sur le SIDA de 2006 – la 16ème- pour la première fois seulement avait pour thème principal l'éducation des filles comme méthode de prévention du VIH. La communauté internationale aurait-elle été aveugle pendant les 25 dernières années ?

L'éducation a le potentiel d'autonomiser les filles, et, au niveau de la communauté, de mitiger les stigmates du VIH. Des interventions solides et durables, portant en particulier sur la convergence des désavantages grâce auxquels le VIH prospère, sont le seul moyen de faire des progrès. Lorsque la toile sociale et culturelle dans laquelle les femmes sont enchevêtrées sera démantelée, lorsque l'éducation sera pleinement financée, et lorsque les problèmes de recrutement et survie des filles à l'école seront réglés, alors les filles et les femmes pourront développer leur plein potentiel personnel et social, réduisant leur vulnérabilité au VIH, et, dans le cas d'une contamination, seront moins à même d'être stigmatisées.

Nous pouvons seulement espérer que les pays touchés, et ceux fournissant aide et appui, aient la volonté et la capacité de faire face aux défis à venir, investissant autant de temps et d'énergie dans les prestations éducatives (au sens le plus large), que dans d'autres formes de prévention et de traitement.

Ian Hodgson est un Associé du Réseau de Santé et Développement, qui fait partie du Groupe de travail sur l'apprentissage positif. Le groupe de travail sur l'apprentissage positif, qui rassemble des organisations travaillant sur l'éducation avec celles travaillant sur le VIH et le SIDA dans la région Asie-Pacifique, est l'un des éditeurs invités de ce numéro d'Equals.

Une plus longue version de cet article avec références complètes est disponible sur www.oxfamkic.org

Lettre des éditeurs

Presque six mille jeunes gens sont contaminés par le virus du VIH chaque jour, et soixante pour cent des ces jeunes sont des filles ou des femmes. Alors que le visage de l'épidémie de VIH et de SIDA prend de plus en plus la forme d'une jeune personne, et souvent de sexe féminin, l'éducation a un rôle critique à jouer en offrant la possibilité aux filles et aux femmes de se protéger.

Afin d'assurer que l'éducation soit utilisée efficacement comme stratégie-clé dans la lutte contre le VIH-SIDA, renforcer les réseaux et construire des alliances entre les deux secteurs est primordial. Reconnaissant ce fait, ce numéro d'Equals, qui explore les liens entre genre, éducation et VIH, a été édité par deux hôtes-partenaires, chacun apportant un plein d'expertise et d'expérience dans ce domaine.

Le Bureau pour l'éducation des adultes de l'Asie Pacifique Sud (ASPBAE) travaille en éducation depuis 1964, et est maintenant devenu un réseau de plus de 200 ONG, organisations communautaires, agences gouvernementales, universités, syndicats, organisations de peuples indigènes, organisations de femmes, médias et autres institutions de la société civile, qui milite pour plus d'accès et un accès plus équitable à des opportunités d'apprentissage de qualité, pertinentes et autonomisantes à travers l'Asie et le Pacifique. Le groupe de travail sur l'apprentissage positif rassemble des organisations travaillant en éducation et des organisations travaillant sur le VIH et le SIDA dans la région Asie-Pacifique, afin d'apprendre sur leurs travaux de mobilisation respectifs et de développer une réponse coordonnée à l'épidémie.

Page 6, Sumedha Sharma d'ASPBAE revient sur la formation de ce groupe de travail plus en détail. Ailleurs dans ce bulletin, d'autres articles par des membres de ce groupe explorent le rôle que l'éducation peut jouer non seulement dans la prévention de la propagation du VIH mais aussi dans la façon dont on apporte une réponse aux stigmates auxquelles sont sujettes les femmes et les filles atteintes par le virus (page 1 à 3), ou se concentrent sur les questions touchant les femmes usagères de drogue en Asie (page 7).

Equals 18 est l'un des trois numéros financés par le projet KIC (Infrastructure de savoirs avec et entre les partenaires), qui cherche à faciliter le savoir et le partage des pratiques entre les partenaires. Pages 4 et 5, les partenaires du KIC font part de certaines de leurs expériences de travail sur le genre, l'éducation et le VIH. Nous savons que de nombreux lecteurs d'Equals ont d'autres expériences sur ces questions et nous sommes de ce fait très heureux de lancer un espace de discussion en ligne sur le portail du site du KIC (www.oxfamkic.org). Nous espérons que vous l'utiliserez pour partager vos idées et expériences. Un forum de discussion en ligne, basé sur ce numéro, aura lieu du 4 au 20 décembre et nous avons hâte d'échanger nos idées avec vous à ce sujet. Plus d'information sur comment participer sont données page 5.

Amy North

Au-delà de l'accès

Maria Lourdes Almazan Khan

ASPBAE

Pascal Tanguay

Réseau asiatique de réduction des dangers / groupe de travail sur l'apprentissage positif

“Victimes parce que filles” – Tests de virginité forcés au Zimbabwe

Hazviperi Betty Makoni

Des filles en Afrique ont silencieusement souffert à la suite de tests de virginité alors que les adeptes de la chose sont mis en difficulté dans la justification et l’institutionnalisation d’une telle pratique. On a d’une manière générale ignoré leur impact sur l’éducation des filles et la façon dont ils ont exacerbé le sentiment d’infériorité des filles dans la société et accru leur vulnérabilité à l’épidémie de VIH et de SIDA. Certaines traditions africaines insistent sur le fait qu’une femme doit être vierge avant le mariage et le test de virginité est de nos jours pratiqué couramment dans la plupart du Zimbabwe.

Le cas de Chipo résume bien comment test de virginité et droit des filles sont antinomiques et comment le test peut avoir de sérieuses répercussions sur le VIH et le SIDA. Chipo a 17 ans. Elle vit avec sa sœur, une enseignante de primaire qui porte sur elle les marques des bleus émotionnels issus des batailles traversées en tant que mère célibataire.

« Je suis juste allée tester ma virginité pour prouver à mes camarades de classe masculins que je n’étais pas une fille facile. Ils disent qu’on est des prostituées » explique Chipo.

« Les neufs femmes portent les mêmes gants d’une session sur l’autre et on vous demande d’abord de laver et de sécher votre vagin ». Les filles s’allongent ensuite sur le dos ne voyant rien, sentant seulement l’écartement

de leur vagin. C’est ainsi que les femmes ont examiné, le 28 avril 2006, 180 filles, dont la moitié n’étaient pas vierges.

« Après le test votre nom est marqué dans un registre. Des mots durs étaient échangés alors que certaines pleuraient. J’étais vraiment très contente d’avoir réussi le test. »

Chipo prétend qu’alors que la nouvelle des résultats se répandait dans le village, les garçons qui les raillaient elle et sa sœur apprennent qu’elle était vierge.

Les tests de virginité au Zimbabwe sont entachés par la controverse et seront proscrits par la promulgation du projet de décret sur la violence domestique au statut de loi. Alors que les défenseurs de cette idée affirment qu’il n’y a pas de problèmes à faire des tests de virginité, et qu’ils sont faits sur la base du volontariat, les défenseurs des droits des filles rétorquent que si les filles ont moins de 16

ans, alors le test devient un test forcé. L’acte sur la loi criminelle (codification et réforme)

affirme que « quiconque insère un objet dans un enfant est coupable d’offense sexuelle ».

Il est préoccupant que seules les filles soient sujettes à des tests de virginité qui sont aussi discriminatoires. Les noms des filles vierges ou non-vierges sont annoncés lors des assemblées scolaires et le harcèlement des filles vierges et non-vierges s’intensifie. Chipo affirme

que « la plupart des garçons disent que les choses pourries attirent les mouches. Ils ciblent les « filles pourries » (non-vierges) vu qu’elles sont des proies faciles et les forcent à avoir des relations sexuelles avec eux. Les hommes veulent des vierges comme moi pour leur casser l’hymen. Maintenant trois étudiants me forcent à être intime avec eux, rendant l’école pour moi un enfer ». Chipo s’est fait la promesse de ne

pas participer à la prochaine session étant donné qu’elle déteste « être sujette de moqueries ou de harcèlement à l’école ».

Chimo prétend que les parents, les enseignants, les garçons et les chefs traditionnels s’en sont pris aux membres des clubs du Réseau l’enfant fille pour avoir osé affirmer que les tests de virginité étaient des abus sexuels, entraînant des abus émotionnels impunis.

Dans le Zimbabwe rural, des pratiques culturelles dangereuses comme le test de virginité sont encore de vraies menaces pour les filles. Le test de virginité est soutenu par l’argument que si les filles restent vierges, la propagation du VIH et du SIDA sera minimisée – le test certifiant le nombre de filles vierges ou non dans un endroit donné, et cela ralentissant prétendument la propagation du virus. Cependant les tests de virginité ciblent les écolières, et de ce fait augmentent le harcèlement et la victimisation des filles à la maison, à l’école et dans la communauté, et augmentent également leur vulnérabilité au VIH et au SIDA. Les tests de VIH sont sur la base du volontariat pour les adultes, mais pour les écolières, le soi-disant test de virginité est forcé.

Des vieilles femmes sans formation particulière en gynécologie conduisent ces tests de virginité. Les églises apostoliques testent plus d’un million de filles tous les ans avec de dures pénalités à la clé pour les non-vierges. Elles sont étiquetées diaboliques et non saines et on leur demande de pointer du doigt la personne qui les a déflorées. L’homme doit alors épouser la fille pour se laver de son pêché. Certains hommes violent les filles pour pouvoir les épouser après l’échec de leur test et les additionner à leurs mariages polygames.

Les tests sont un traumatisme de plus pour les filles abusées sexuellement, avec pour résultat les larmes dues au rejet, un sentiment d’auto culpabilité et des traits suicidaires. Ils n’aident pas les filles à briser le silence des viols.

Selon Chipo, même les filles vierges ne sont pas exonérées du harcèlement masculin. Pour leurs camarades hommes, elles sont toujours des prostituées et des filles faciles. Elle explique « nous sommes victimes parce que nous sommes des filles et nous devons rejoindre des clubs pour devenir autonomes et gérer les insultes. Les membres du Réseau l’enfant fille ont refusé avec véhémence de participer aux tests. Elles connaissent leurs droits, elles les vivent et les pratiquent. »

Hazviperi Betty Makoni est directrice et fondatrice du Réseau l’enfant fille au Zimbabwe



Hazviperi Betty Makoni, directrice du Réseau l’enfant fille Silence, une enfant activiste contre le VIH

Sexe et sexualité : Apprendre à répondre au VIH au Nigeria

Grace Osakue

Cet article documente le succès de l'Initiative Pouvoir des filles dans l'utilisation de la Complète éducation à la sexualité (CES) visant à apporter des changements comportementaux et sociétaux. Ces derniers permettent aux filles d'avoir une expérience positive de l'adolescence et de devenir des jeunes filles capables de faire entendre leur voix et celle des autres, et d'avoir un impact sur la société de façon positive. L'Initiative Pouvoir des filles (IPF) Nigeria est une organisation à but non lucratif pour le développement des jeunes ayant des centres dans quatre états du delta du Niger. Elle travaille pour s'assurer que les filles de 10 à 18 ans aient accès aux informations et compétences nécessaires à la formation d'un adulte de demain.

VIH et SIDA au Nigeria

Avec une population totale de plus de 126 millions et un taux de prévalence du VIH de 5%, le Nigeria se place en troisième position mondiale en terme de nombre de personnes contaminées. Il en résulte la mort de plus de 200 000 jeunes adultes et la création de plus d'un million d'orphelins chaque année, les femmes et les filles portant les plus lourds fardeaux de la contamination et de ses effets. Même si la plupart des adultes ont entendu parler du VIH et du SIDA, leur savoir sur le virus et sa transmission reste faible et seulement 2% des adultes se considèrent à haut risque de contamination.

D'après le Comité d'action de l'état contre le SIDA :

- Les âges les plus concernés par les cas de SIDA sont 20-29 ans pour les femmes et 20-39 ans pour les hommes. Cela montre que les classes d'âge les plus exposées à la contamination sont 15-24 ans pour les filles et 15-34 ans pour les garçons.
- Le nombre de femmes contaminées dans la classe d'âge 15-19 ans est beaucoup plus haut que celui des hommes du même âge, en raison de l'âge plus précoce des relations sexuelles et du fait que les femmes ont souvent des partenaires plus âgés.
- L'absence de contamination parmi les enfants entre 5 et 14 ans reste la « Fenêtre d'espoir ». Si ces enfants peuvent apprendre à se protéger du VIH avant de devenir sexuellement actifs, ils peuvent ne jamais être contaminés de leur vie.

Complète éducation à la sexualité (CES)

Afin de répondre à l'épidémie de VIH le gouvernement fédéral du Nigeria a approuvé l'enseignement de la CES à

tous les niveaux au-delà des premières années de l'école primaire en 2001, bien que seulement peu d'états à ce jour n'aient mis en œuvre pleinement ces programmes. L'IPF a utilisé la CES depuis 1994 pour préparer une cohorte d'environ 4000 filles agissant comme catalyseurs du changement dans leur environnement, prenant partie pour la justice sociale, et contre les nombreuses pratiques institutionnalisées qui font que les filles et les femmes sont plus susceptibles de contracter le VIH et qu'elles portent de ce fait la part la plus lourde du fardeau de l'épidémie.

Le programme de la CES de l'IPF comprend des modules sur : l'autonomisation personnelle grâce à laquelle les filles apprennent à clarifier leurs valeurs, à se fixer des objectifs, à être assertives, à augmenter leur estime de soi et leur capacité à mener ; le développement humain où elles étudient le corps humain et la fonction des organes, la santé sexuelle et en particulier la santé reproductrice, les contaminations et la prévention, la négociation de relations sexuelles sûres et la maternité ; le comportement sexuel ; les relations ; genre, société et culture, qui comprend des questions relatives à la violence, à la discrimination basée sur le sexe et aux pratiques culturelles dangereuses ; les droits humains ; et une formation économique.

Bien que les filles soient les premières bénéficiaires, les garçons, les parents, les enseignants, les personnes responsables de soins et les décideurs politiques ne sont pas laissés pour compte. Ils sont les seconds bénéficiaires, quelques programmes leur étant destinés en particulier afin d'augmenter la communication entre les filles et eux. Lors de ces deux dernières années, l'IPF a fait campagne avec succès en faveur d'une législation rendant obligatoire l'enseignement de la CES à l'école dans deux états.

Le programme de la CES de l'initiative Pouvoir des filles a eu un franc succès :

- Une partie de son succès une fois encore est la transformation des filles timides et sans voix en jeunes filles visibles, en bonne santé, assertives et capables et qui même après la fin du programme continuent d'agir comme agents de changement dans leur environnement direct, confirmant

par là-même que c'est l'un des moyens les plus rapides de construire les mouvements de femmes du futur.

- Il augmente la justice sociale vu que les jeunes femmes sont capables de s'appuyer sur la confiance qu'elles ont gagnée suite à une meilleure connaissance de leurs intérêts et d'elles-mêmes et qu'elles demandent de ce fait une plus grande participation et un plus grand contrôle sur les questions les concernant.

- Les filles ont un savoir plus important et un plus grand contrôle sur leur corps réduisant de ce fait les risques pris dans leurs relations, ce qui résulte en une réduction de leur susceptibilité dans les problèmes qui les touchent comme la maternité, les avortements dangereux, les MST y compris le VIH et le SIDA, la violence et même l'abandon de l'école.

Pour ce qui est du VIH, toutes les diplômées de l'IPF ont un savoir adéquat sur le virus. L'exemple suivant de l'une des filles dont les parents ont été testés séropositifs montre que l'information et les compétences qu'elles ont obtenues sont mises en pratique dans leur famille. Les parents de la jeune fille en question ont trouvé en elle un véritable puits d'informations sûres sur comment gérer leur nouveau statut et vivre positivement. Elle fut capable de les conseiller sur le groupe de soutien à rejoindre et fut d'un grand secours en s'assurant qu'il n'y avait pas de discrimination à l'égard des parents dans la famille.

L'expérience de l'initiative Pouvoir des filles montre que l'information et les compétences qui peuvent s'acquérir par le biais de l'éducation à la sexualité non seulement autonomisent les filles et leur permettent de devenir des adultes en bonne santé, mais assurent en plus des actions de qualité pour améliorer le statut des femmes, réduire la propagation du VIH, et réduire les stigmates et la discrimination contre les personnes contaminées et affectées par le VIH.

Grace Osakue est coordinatrice de l'Initiative pouvoir des filles, Edo State, Nigeria. Pour plus d'information sur le travail de l'IPF, voir www.gpinigeria.org



Les filles de l'Initiative Pouvoir des filles

Rejoignez le forum de discussion!

Avez-vous de l'expérience dans le domaine du genre, de l'éducation et du VIH et SIDA? Ou des commentaires à apporter sur les questions soulevées par les articles de ce numéro ? Alors rejoignez le forum de discussion tenu sur le site du KIC du 4 au 20 décembre.

Le forum de discussion portera sur des questions variées relatives au genre, à l'éducation et au VIH, telles que : L'expérience a prouvé que les gens n'ont pas seulement besoin d'information et de savoir mais aussi de pouvoir pour les utiliser afin d'assurer leur sécurité. Si un programme éducatif visant à renforcer les niveaux d'information et de savoir parmi les jeunes femmes et les filles n'inclut pas également une augmentation significative de leur pouvoir, peut-on considérer que ce

programme est un échec ? D'après votre expérience, comment un tel pouvoir peut être développé ? Comment peut-il être mesuré ?

Pour participer au forum de discussion : Aller sur www.oxfamkic.org > Entrez comme visiteur ou enregistrez-vous comme utilisateur et entrez > Cliquer sur forum > Cliquez sur Equals 18, genre, éducation et VIH/SIDA > Joignez la discussion!

Groupe de travail sur l'apprentissage positif – Faire le pont entre VIH/SIDA et éducation

Sumedha Sharma

La région Asie-Pacifique bénéficie de réseaux d'organisations de la société civile forts et actifs, à la fois dans le domaine de l'éducation et du VIH/ SIDA. Un fossé persiste cependant entre ces deux secteurs, qui est reflété dans la programmation régionale en éducation sur le VIH/SIDA. Ceci est malheureux d'autant plus que même si les taux actuels de VIH et SIDA ne sont pas aussi alarmants qu'ailleurs, la forte densité des populations, la pauvreté intense et étendue, les taux d'éducation bas, et l'exclusion incessante des secteurs et communautés marginaux, particulièrement des femmes, signifient que les risques de transmission du VIH sont forts. L'éducation – formelle et non-formelle- joue un rôle clé dans la prise de conscience des comportements plus sûrs, réduisant les dangers et mitigeant les stigmates et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH.

Prenant conscience de la nécessité de faire le pont entre ces deux domaines, d'explorer leurs liens et de faciliter le renforcement de leurs intersections, le Bureau de l'éducation pour adultes de l'Asie-Pacifique sud (ASPBAE) et le Programme éducation SIDA (PES) de l'université de Chiang Mai, ont conduit des consultations auxquelles ont participé les organisations clés expertes dans les domaines de l'éducation et du VIH/SIDA basées dans la région. Celles-ci ont révélé le besoin pressant d'intégration, reconnu par les deux secteurs. Pour le secteur du VIH/SIDA, l'éducation est primordiale pour la prévention et pour éliminer les stigmates et la discrimination. Pour le secteur de l'éducation, le besoin de répondre à l'impact du VIH/SIDA est vital d'abord pour prévenir l'exode de millions d'enfants, d'enseignants et d'adultes quittant l'éducation parce que contaminés ou touchés par le VIH ou le SIDA, et ensuite pour jouer un rôle dans le ralentissement futur de l'épidémie.

Répondre au VIH/SIDA au travers de l'apprentissage tout au long de la vie

Les consultations ont eu pour résultat la formation du groupe de travail sur l'apprentissage positif (GTAP) – comme moyen de soutenir cette interaction et ce lien entre les organisations travaillant dans ces deux secteurs.

A ce jour, sont des contributeurs actifs et des participants au GTAP les réseaux suivants : le Programme éducation SIDA (PES) ; La Fondation pour le développement réseau SIDA (AIDSNet), le réseau Asie-Pacifique des personnes vivant avec le VIH/SIDA (APN+), le Bureau pour l'éducation des adultes d'Asie-Pacifique sud (ASPBAE), Le réseau asiatique pour la réduction du danger (AHRN), la compétence constellation SIDA, E-Net Philippines, EMPOWER, le réseau santé et développement (HDN), Help age International, le forum des migrants en Asie (MFA), Fondation SIDA Remedios, l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL).

SIDA et comment celles-ci se posent dans divers contextes y compris l'éducation. Il a exploré comment les stigmates pouvaient être adressées par le secteur de l'éducation et comment s'appuyer sur des expériences existantes des deux secteurs et planifier collectivement pour le futur.

Les discussions mirent en lumière le besoin de focaliser sur les stigmates auxquelles les femmes touchées par ou vivant avec le VIH et le SIDA font face, particulièrement dans le cas des femmes immigrées, des travailleuses du sexe, et de

celles vivant dans une pauvreté extrême.

Les opportunités éducatives pour ces femmes doivent les aider à dépasser leurs stigmates personnelles et sont primordiales si l'autonomisation est précurseur d'une démarche d'information et d'assistance relative à la santé, et de choix informés sur leurs styles de vie. Elles renforcent également leur capacité à gérer les stigmates de leur famille, de leur communauté et plus largement de leur société.

Les participants se sont accordés sur le fait que le GTAP devait se concentrer sur l'assurance que les opportunités éducatives soient dirigées vers les femmes

afin de les aider à gérer les stigmates relatives au VIH et SIDA et la discrimination. Le résultat principal et les accords issus de cet atelier sont résumés dans les « principes d'action » qui vont former la base du travail de mobilisation du GTAP dans les prochains mois.

Principes d'action

- L'éducation est un droit fondamental et une nécessité pour réduire la transmission du VIH/SIDA et les stigmates et discriminations qui lui sont associées.
- L'apprentissage tout au long de la vie doit être offert par le biais d'une variété de mécanismes y compris de systèmes formels, non formels et alternatifs.
- Des politiques doivent être mises en œuvre, suivies et assurées grâce à la mobilisation des ressources nécessaires.
- Toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans la réponse aux stigmates et à la discrimination liées au VIH et au SIDA et doivent être tolérantes et acceptatives.
- La réponse aux stigmates et à la discrimination doit adresser les besoins spéciaux de diverses communautés, doit suivre une approche basée sur les droits et doit intégrer un équilibre entre les sexes.
- Un apprentissage de qualité doit mener à un changement de comportement tout en reconnaissant que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive n'encouragera pas les comportements à risque.
- Les questions relatives aux stigmates et discrimination du VIH et SIDA doivent être intégrées et généralisées à tous les niveaux.
- Les enfants, jeunes et adultes contaminés ou touchés devraient pouvoir avoir l'opportunité de participer à un apprentissage dans un environnement intégré et qui les soutient.

Pour plus d'information sur le GTAP écrivez à plwg@eforums.healthdev.org ou aspbae@vsnl.com
Sumedha Sharma est responsable du programme pour le Bureau de l'éducation pour adulte de la l'Asie-Pacifique sud (ASPBAE)



Un participant à l'atelier de renforcement des capacités du groupe de travail sur l'apprentissage positif (GTAP), septembre 2006

Le nom groupe de travail sur l'apprentissage positif emprunte des éléments à « vivre de façon significative » qui met l'accent sur l'approche intégrée du développement d'une personne basé sur la santé spirituelle, mentale, éducationnelle et physique. « Positive » dans le domaine du VIH et SIDA est une référence non-discriminatoire à des individus ou groupes d'individus touchés par le VIH et le SIDA. Le principe moteur du GTAP, comme formulé par ses membres, est l'apprentissage tout au long de la vie (ALV), un processus éducatif qui met l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie d'un individu, indépendamment des contextes environnementaux et institutionnels. La mission du GTAP est de renforcer la réponse au VIH et SIDA à travers l'apprentissage tout au long de la vie tout en promouvant et généralisant l'intégration des deux domaines. Le principe des deux secteurs se rassemblant leur permet d'apprendre sur le travail de mobilisation des uns et des autres et d'avoir des réponses complémentaires et coordonnées afin d'apporter un changement des politiques et des attitudes significatif. Les projets communs potentiels comprennent des études de cas, le renforcement des capacités, l'exploration de questions communes par le réseautage et par le développement des atouts du savoir inter-secteur, la fusion des activités existantes par le biais de collaborations au sein du réseau, une coopération plus en synergie par le biais de campagnes de mobilisation communes, faire état et partager les leçons tirées des modèles de bonne pratique dans la région asiatique, et développer des espaces pour de nouvelles initiatives visant à renforcer encore plus avant les liens entre les secteurs du VIH et SIDA et de l'éducation.

Stigmates et discrimination – le point sur les femmes

En septembre 2006, le GTAP a organisé sa première initiative commune de renforcement des capacités – VIH et SIDA : le rôle de l'éducation dans la réponse aux stigmates et à la discrimination. L'atelier visait à augmenter la compréhension des stigmates du VIH et

Gérer le risque : éducation préventive VIH pour les femmes utilisatrices de stupéfiants en Asie

Pascal Tanguay

En Asie, la situation des femmes est un souci croissant en particulier dans le contexte de la transmission du VIH et du SIDA. La féminisation de l'épidémie a plusieurs implications pour la prévention, particulièrement en termes de réponses éducatives.

Alors que dans la plupart des pays du monde les utilisatrices de stupéfiants représentent moins de 10% de la population totale d'usagers de drogues, en Asie, ce pourcentage croît rapidement. Malheureusement, les systèmes de surveillance nationale et les recherches épidémiologiques ont généralement manqué de capturer la réalité de manière efficace puisque les utilisatrices de drogues restent cachées et elles sont de ce fait difficile à atteindre. L'exposition à une quadruple dose de stigmates et de discrimination – faisant usage de stupéfiants, vivant avec le VIH, ayant raté leurs rôles traditionnels d'épouses, de mères, de prodigieuses de soins et de nourricières de l'unité familiale, et internalisant la honte – augmente la possibilité que ces femmes cachent le fait qu'elles sont usagères de drogues par peur de la désapprobation publique, les conduisant par là-même plus loin dans la clandestinité et limitant considérablement l'accès aux services clé comme les soins de santé et l'éducation. Augmenter les actes de prévention et éduquer les femmes sur les approches de la réduction des risques pour les rendre plus autonomes et leur fournir les informations nécessaires pour éviter la dépendance aux substances et le VIH est de ce fait primordial.

Le cœur des efforts de l'éducation préventive contre le VIH devrait chercher à éviter ou réduire les risques et la vulnérabilité. Dans ce cadre, le pragmatisme domine : des objectifs à longs termes (tels que « éliminer la drogue chez les femmes ») sont revus en faveur d'objectifs

atteignables à court terme (comme informer les femmes utilisatrices de stupéfiants sur les services qui répondent à leurs besoins »). Cette stratégie implique l'acceptation du fait qu'un certain niveau de risque demeurera toujours.

De ce fait, l'éducation préventive contre le VIH doit dans l'absolu chercher à renforcer les capacités des clientes en terme de gestion des risques et non de l'élimination des risques et devrait se traduire par une prise de conscience accrue sur les risques et les mécanismes disponibles pour les réduire. Cette approche est plus à même de démontrer le respect des choix des clientes, de renforcer l'estime de soi, et de mener à l'autonomie. Une telle approche reconnaît également que les fournisseurs de services devraient laisser un espace aux individus pour qu'ils prennent leurs propres décisions en étant informés de toutes les options possibles, même celles qui vont à l'encontre de nos préférences morales ou idéologiques.

Plus concrètement, l'éducation préventive contre le VIH pour les jeunes femmes utilisatrices de stupéfiants doit être mise en oeuvre sur la base de principes clés. Ces derniers comprennent l'assurance que la participation et l'implication des groupes affectés augmentent ; la visite de clientes potentielles dans leur environnement par des programmes de proximité ; et une offre de services menés par des pairs. Ces principes, lorsqu'ils sont intégrés dans des packages de services complets peuvent améliorer de manière significative l'efficacité des interventions spécifiques. Par exemple, il est bien connu que travailler par le biais de pairs peu aider à construire de fortes relations de confiance avec les clientes, composante essentielle d'une intervention réussie. Lorsque l'aide par les pairs est combinée avec la proximité, attirer les laissés pour compte comme les femmes faisant usage de stupéfiants est une tâche considérablement facilitée.

Intervention participative par des pairs :

La Fondation LARAS

La Fondation LARAS, une ONG de terrain basée en Indonésie, propose des services de santé et d'éducation à environ 500 travailleuses du sexe faisant (ou étant à risque de faire) usage de stupéfiants. Le succès de cette ONG récente est partiellement dû à l'implication de pairs, travailleuses du sexe et femmes utilisatrices de stupéfiants, dans les programmes de l'organisation. La plupart des 500 clientes de LARAS furent en effet initialement enregistrées par le biais de pairs travaillant dans des programmes de proximité, grâce auxquels les clientes reçoivent des services dans leur environnement local par d'autres travailleuses du sexe. En plus de la proximité, l'information sur la santé et l'éducation est aussi proposée à 200 femmes chaque semaine alors que des préservatifs et des équipements d'injection stériles sont mis à disposition de celles qui en ont besoin. Des discussions de groupes ont lieu dans les centres libre-accès à Bontang et Samarinda tous les quinze jours et des formations ainsi que d'autres activités sociales permettent de renforcer la relation de confiance entre les personnes impliquées dans les projets.

L'efficacité du rapport établi entre le personnel et les clientes et l'environnement coopératif et amical a contribué de façon significative à la motivation des femmes à changer leur attitude – pas nécessairement de renoncer au travail du sexe mais d'en savoir plus sur les risques qu'elles encourent et comment se protéger. Même si ce projet n'en est qu'à son début, il a réussi à attirer l'appui du gouvernement national y compris des officiels travaillant dans le domaine de la loi, des médias, des communautés locales, des ONG internationales et des bailleurs, démontrant ainsi le besoin croissant d'autres projets efficaces ciblant les femmes usagères de drogues.

La situation des femmes qui utilisent des stupéfiants en Asie est trop souvent ignorée, alors qu'elles sont parmi les plus vulnérables des sous populations à haut risque de contamination par le VIH ou autres virus. L'absence relative d'interventions en santé et éducation répondant à leurs besoins fait que des communautés entières sont à haut risque – après tout, les femmes forment souvent la cellule nucléaire des communautés, sans mentionner celle des familles. Lorsque nos filles, femmes et mères ne peuvent pas avoir accès à l'éducation préventive contre le VIH ou les soins de santé, nous sommes tous à plus hauts risques.

Pour plus d'information sur l'injection de drogues et la réduction du danger en Asie, contactez l'auteur à pascal@ahrn.net ou visitez www.ahrn.net. Pour plus de détails sur les activités et les succès de la Fondation LARAS contactez A. M. Aslam, Directeur, à idus_sellang@yahoo.com.

Pascal Tanguay gère actuellement le service d'information du Réseau asiatique de réduction du danger (AHRN), coordonnant les solutions des organisations en réseau et faisant de la mobilisation pour les droits des utilisateurs de stupéfiants en Asie.

AHRN est une organisation meneuse dans la région pour le développement de programmes de réduction des dangers ciblant les utilisateurs de stupéfiants.



Credit : Fondation LARAS

La Fondation LARAS utilise le travail de proximité délivré par des pairs pour offrir des services intégrés de santé et d'éducation aux travailleuses du sexe.

Point de vue

Contester les masculinités : le sport comme médium de développement dans 3 initiatives VIH en Afrique du Sud

Angus Duffet



Faire plus de sport est perçu comme un outil efficace dans la promotion de la prévention contre le VIH. Cependant, le sport est un domaine hautement

compartimenté quant au genre, dominé par la réussite masculine, et l'interaction du genre, du sport et de l'éducation a un rôle significatif dans la construction des masculinités. Les approches basées sur le sport pour s'engager dans la prévention contre le VIH manquent souvent de répondre à ce problème.

Des agressions sexuelles répétées, la prise de risque et les inégalités entre les sexes attisent la propagation du VIH, et alors qu'on fait l'éloge du potentiel positif du sport dans la sphère du développement et du VIH, il est difficile d'ignorer le rôle que certains sports jouent dans la promotion et le maintien des représentations dominantes de la masculinité tout en subordonnant et marginalisant les autres. Le défi est de voir comment le sport peut contribuer à promouvoir les identités qui sont différentes du type dominant et par là-même promouvoir des comportements sexuels plus sûrs.

Les modèles dans le sport

Première pour les Nations Unies, la star de football allemande Michael Ballack a été nommée Représentant Spécial des Nations Unies. Faire de cette célébrité du sport une icône peut-être bien augmenter la prise de conscience, mais s'inscrit dans la continuité d'une tradition où l'idéal sportif dominant est un vainqueur blanc et homme. Je ne mets pas en cause les motivations de Mr Ballack, mais je questionne l'efficacité et l'à propos de cette initiative.

Le Projet SIDA Shosholoza basé à Kwazulu-Natal vise spécifiquement à influencer le comportement sexuel des hommes, et l'initiative de proximité Entraîneurs SCORE basée à Cape-Town a pour but d'utiliser le sport pour amener un développement durable et l'autonomisation des femmes et des hommes. Ces deux

initiatives voient le rôle des modèles différemment. Toutes deux considèrent les modèles comme des figures locales et l'une des composantes de ces deux projets est de former et de soutenir des membres de la communauté à devenir ces individus que les autres et en particulier les jeunes cherchent à imiter et à dépasser.

L'éducation par les pairs qui encourage les individus à changer leur propre comportement, puis à partager et à diffuser leur message par les mots et l'exemple est considérée comme primordiale. Par cette méthode de modèles, on essaie de promouvoir un type de masculinité qui est une alternative à la masculinité à haut risque et agressive de l'idéal dominant. Ces deux initiatives ont montré quelque succès.

« On doit reconnaître que le sport est plein de relations de pouvoir entre les sexes qui profitent à certains mais sont potentiellement destructrices de l'estime de soi pour d'autres. »

Mais elles diffèrent de par leur vision du sport. Shosholoza choisit de travailler au sein de structures établies de football (soccer) sans aucune remise en cause du fait qu'un tel sport puisse jouer en faveur de la promotion d'attitudes fortes liées au genre, alors que SCORE reconnaît que la nature du sport est dominée par les hommes en Afrique du Sud et qu'il est temps d'offrir un entraînement sportif qui soit innovant, créatif et inclusif. L'organisation reconnaît que la pratique même du sport exprime des idées sur le genre. Elle perçoit le besoin de contester ceci et de promouvoir des alternatives.

Le sport, vecteur ou outil?

Et le statut spécial donné à Michael Ballack par le biais de l'initiative des Nations Unies et le projet Shosholoza utilisent le football comme un vecteur – une structure pratique au travers de laquelle ils peuvent atteindre leur audience cible. Mon souci est que cela n'entraîne certaines suppositions sur le vecteur. Cela sous-entend que le football est sans problème et tout bénéfique. Dans l'initiative SCORE, on donne au sport un rôle actif d'outil qui peut façonner des

attitudes et des comportements. Ce dont on doit se souvenir lorsque le sport est véritablement utilisé comme un outil, c'est qu'il a besoin d'être développé et taillé pour une application appropriée. SCORE utilise et agence « l'outil » sport pour mouler et développer les comportements voulus.

Inclusion ou exclusion?

La nature exclusive de la pratique sportive est souvent ignorée lorsque le sport est utilisé pour mobiliser et dans les projets de développement. En fait, il y a un véritable risque d'exclusion et les individus se sentent sans pouvoir si les sports ne sont pas proposés avec précaution. On doit reconnaître que le sport est plein de

relations de pouvoir entre les sexes qui profitent à certains mais sont potentiellement destructrices de l'estime de soi pour d'autres. Le football a fourni une

structure accessible au projet Shosholoza pour atteindre les jeunes hommes qui sont intéressés par le jeu et ont du talent, mais il a ses limites en ce qui concerne le reste des participants. SCORE a développé des programmes incorporés dans les codes sportifs traditionnels aussi bien que des jeux et des activités qui encouragent la participation de groupes divers.

Le sport a la capacité d'être un outil pédagogique de valeur qui peut encourager les attitudes et les comportements des jeunes gens tout en offrant de l'exercice et un amusement. C'est une pratique sociale pleine de relations de pouvoir entre les sexes. Ce n'est pas simplement un jeu. Il est nécessaire de reconnaître ce fait si le sport doit être utilisé de façon transformative dans le combat contre le SIDA.

Angus Duffet est un Sud-Africain qui enseigne au Royaume-Uni depuis quatre ans. Il vient de finir un MA en éducation, genre et développement international à l'Institut de l'éducation de l'Université de Londres en septembre dernier.

Critique

Construire le « Pouvoir des filles »

« Le pouvoir des filles : impact de l'éducation des filles sur le VIH et le comportement sexuel » de James Hargreaves et Tania Boler (Aide et Action International 2006)

« Filles, femmes et VIH et SIDA en Afrique de l'Est » d'Alice Akunga (UNICEF 2006)

Critique par Ephraim Ima

Les filles qui ont reçu plus d'éducation formelle sont dans une meilleure position pour éviter une contamination par le VIH. Ceci est le message du rapport Pouvoir des filles : impact de l'éducation des filles sur le VIH et le comportement sexuel sorti récemment par Aide et Action International. Le rapport qui passe en revue les résultats d'une recherche conduite entre 1990 et 2006, conclut que l'éducation permet aux filles de mieux négocier des relations sexuelles plus sûres, et de retarder leur première expérience sexuelle. Plus particulièrement, il affirme que « les filles avec un niveau d'étude secondaire risquent moins d'être contaminées par le VIH et pratiquent des relations sexuelles plus sûres que les filles qui n'ont qu'un niveau d'étude primaire » (Aide et Action 2006). Cela attire l'attention sur l'importance de se concentrer sur l'éducation post-primaire comme intervention pouvant réduire davantage la vulnérabilité des filles face au VIH.

Cependant, le rapport se fait critique sur les interventions contre le VIH et le SIDA qui ignorent les relations de pouvoir disproportionnées qui rendent difficile pour les

femmes de prendre des décisions à propos de leur sexualité. Il met de plus en lumière le fait qu'alors que 74% des jeunes gens qui vivent avec le VIH en Afrique sont des femmes, les interventions ciblant les jeunes filles restent insuffisantes.

Les questions se font écho dans un rapport récemment publié par l'UNICEF. Le rapport Filles, femmes et VIH et SIDA en Afrique de l'Est indique que plus de 57% de gens vivant avec le VIH en Afrique sub-saharienne sont des femmes et que les « jeunes femmes ... ont à peu près trois fois plus de chance d'être contaminées que les jeunes garçons du même âge » (UNICEF). Cette réalité déconcertante est combinée avec le fait que les filles et les femmes portent le fardeau des soins aux orphelins et aux gens vivant avec le VIH ou le SIDA dans les communautés.

Les deux rapports s'accordent à dire que beaucoup reste à faire pour s'assurer que la vulnérabilité des femmes au VIH soit réduite. Ils demandent un plus grand investissement en éducation primaire et secondaire,

comme un complément de réponse aux efforts de prévention contre le VIH. Cela permettra non seulement aux filles de se protéger du VIH mais aussi de renforcer leur qualité de vie. De plus, cela leur donnera les outils pour participer aux décisions de la communauté et améliorer leur « accès aux ressources productives et à leur contrôle » (UNICEF 2006).

Les rapports soulignent de plus l'importance du renforcement de la base de preuves sur les interventions ciblant les filles et du renforcement des systèmes légaux pour protéger les droits des filles et des femmes.

En substance, les deux rapports sont une lecture intéressante puisqu'ils s'attaquent aux questions actuelles qui devraient être au centre de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques et des programmes si le VIH, et l'impact significatif de l'épidémie sur les filles et les femmes, doit être réduit.

Ephraim Ima est conseillère VIH et SIDA pour Care International au Royaume-Uni.

Commentaires de conférence

Toronto 2006 : la récompense Ruban Rouge du réseau de l'enfant fille marque un tournant pour les filles

Rapport d'Hazviperi Betty Makoni

La XVIème Conférence Internationale sur le SIDA qui a attiré près de 25000 personnes en provenance de 170 pays différents à Toronto du 14 au 17 août s'est déroulée et achevée non sans laisser une marque indélébile sur le combat contre les dynamiques et les dimensions du VIH/SIDA. L'éducation des filles et l'inégalité entre les sexes ont été décrétées primordiales pour s'attaquer à l'épidémie. Les Ministres de 20 pays et les leaders représentant les partenaires pour le développement, la société civile, les réseaux de femmes vivant avec le VIH, les groupes religieux et le milieu des affaires se sont mis d'accord lors d'une session de travail de haut niveau sur le thème « mener » puisqu'il est « temps d'offrir [des services] aux femmes et aux filles ». Lors d'une des sessions spéciales parallèles à la conférence « Mener pour l'éducation des filles », les participants ont affirmé clairement que mettre plus de filles à l'école et les autonomiser par le biais de l'éducation est l'un des meilleurs moyens de les protéger contre le VIH. Ils ont demandé aux gouvernements nationaux d'honorer leurs promesses relatives aux objectifs liés à l'éducation

universelle et de fournir un financement à long terme pour l'éducation.

Le Réseau enfant fille, qui travaille sur l'autonomisation des filles au Zimbabwe, a créé l'événement en ramassant la récompense inaugurale pour la réponse aux inégalités entre les sexes qui attisent l'épidémie du VIH et du SIDA. La fondatrice et directrice du Réseau enfant fille, Ms Betty Makoni, a été honorée de recevoir la récompense des mains de la Princesse Mette-Marit de Norvège. Betty a assisté à la conférence avec Shadreck Taona Gwshavanhu, ambassadeur de la communauté du Réseau enfant fille, et Silence Mazunga, enfant activiste sur les questions de VIH/SIDA, séropositive suite à un viol.

La conférence était une destination intéressante pour les organisations telles que le Réseau enfant fille, afin d'explorer et d'apprendre sur d'autres initiatives comme celles promouvant la prévention contre le VIH et le SIDA, ou celle en Zambie qui fournit de l'aide aux enfants orphelins du SIDA et autres enfants vulnérables. Le Réseau

enfant fille a également eu l'unique occasion de présenter son modèle – la stratégie autonomisante de l'enfant fille – qui a été une vraie source d'espoir pour les filles au Zimbabwe tant et si bien qu'elle a reçu de nombreuses demandes pour sa réplique dans d'autres pays.

Alors que l'épidémie de VIH et SIDA a laissé une empreinte destructrice créant un terrain fertile pour l'accroissement de la vulnérabilité des filles, la récompense a énormément contribué au renouveau de l'espoir dans la bataille contre l'épidémie et son impact sur les filles au Zimbabwe. Les activités autour de l'autonomisation de l'enfant fille visant à répondre de façon efficace à l'impact de l'épidémie ont augmenté et le Réseau enfant fille a assuré la hausse de la participation de l'enfant à cet égard. Les filles et les communautés ont maintenant accru leur confiance en ce Réseau, ce qui a résulté en un nombre accru de filles et femmes approchant l'organisation pour assistance.

Hazviperi Betty Makoni est Directrice du Réseau enfant fille

Nouvelles ressources sur le genre et l'éducation

Nouveaux livres

Compilé par Eleanor Kennon

Parmi les livres récemment publiés sur les thématiques du genre et de l'éducation, on trouve *Le livret du sage sur le genre et l'éducation*, édité par Christine Skelton, Becky Francis et Lisa Smulyan, *Organisations de femmes et démocratie en Afrique du Sud : Contester l'autorité*, par Shireen Hassim (Presses de l'université du Wisconsin) et *Capabilités, liberté et égalité : le travail d'Amartya Sen vu sous l'angle du genre*, édité par Bina Agarwal, Jane Humphries et Ingrid Robeyns (Presses de l'université d'Oxford, New Delhi).

Le livret du sage sur le genre et l'éducation, rassemble des universitaires spécialisés sur le genre et l'éducation pour offrir un vaste guide sur le sujet. Il examine un nombre de questions variées sur le genre et l'éducation, telles que différentes perspectives (féministes) sur la recherche et l'exploration du genre et de l'éducation et les différentes façons dont on a montré que le genre avait un impact sur les opportunités et les expériences des étudiantes/élèves et les questions de genre se rapportant à des matières spécifiques (par exemple les maths, l'alphabétisation, et les sciences). Il offre également une vue d'ensemble pratique des questions de genre relatives au travail dans une école ou un collège, proposant une analyse de la culture scolaire, des identités des personnels au sein des institutions éducatives découlant du genre, et des thèmes de carrière et de développement.

Dans *Organisations de femmes et démocratie en Afrique du Sud : Contester l'autorité*, Shireen Hassim explore la dimension genre de la libération et du changement de régime et révèle comment les organisations politiques de femmes ont à la fois façonné et ont été façonnées par le mouvement démocratique plus large d'Afrique du Sud. En lisant les derniers 25 ans de l'histoire d'Afrique du Sud

à travers d'une grille féministe, Hassim offre un éclairage sur les interactions entre la société civile, les partis politiques, et l'état, et offre une discussion historiquement documentée des défis auxquels les activistes féministes ont fait face pendant la période de lutte nationale et de démocratisation.

Capabilités, liberté et égalité : le travail d'Amartya Sen vu sous l'angle du genre examine les idées du Prix Nobel Amartya Sen à travers de lentilles du genre. De nombreux écrits de Sen ont traité du genre directement et ce volume de travail va encourager davantage les lecteurs à considérer Sen comme un économiste féministe. Cette publication couvre des sujets majeurs de l'œuvre de Sen, comme l'approche des capabilités, la liberté, le choix social, la justice, l'agence, les « femmes manquantes », le développement et le bien-être. Des perspectives de pays développés et en voie de développement ont été rassemblées, la plupart des auteurs appliquant les concepts de Sen à des contextes culturels, géographiques et historiques différents de leurs applications originales. Le livre contient 13 articles d'auteurs différents, dont Sen lui-même, un entretien avec l'économiste ainsi que quelques-uns de ses écrits originaux. L'ouvrage est accessible aussi bien pour les économistes, les universitaires d'autres disciplines, que pour les décideurs politiques et les professionnels du terrain.

Travailler avec les médias sur le genre et l'éducation

Par le Projet Au-delà de l'accès

Travailler avec les médias sur le genre et l'éducation : Un guide pour la formation et la planification est une nouvelle ressource palpitante conceptualisée pour aider les activistes et les coalitions de l'éducation et du genre à travailler de façon plus efficace avec les médias pour promouvoir une éducation équitable pour les deux sexes. Développé suite à deux ateliers tenus avec ANCEFA à Nairobi et CAMPE et Pas vers le développement à Dhaka, il explore les questions relatives au genre en éducation et

donne des conseils pratiques sur comment développer une stratégie de mobilisation des médias pour aider à remédier à ces questions au travers des médias. Des activités développées pour aider les groupes à générer la discussion et à explorer les questions concernées plus en profondeur sont présentées tout au long du guide. Elles sont accompagnées d'une série de feuilles de travail qui peuvent être téléchargées séparément.

Travailler avec les médias sur le genre et l'éducation est voir www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/education/genderequality_education

Preuves à l'appui : le CD-ROM sur l'éducation des filles et prévention contre le VIH

De l'équipe de travail inter-agences d'ONUSIDA sur l'éducation

Ce CD-ROM vise à augmenter la base de preuves sur le lien entre l'éducation des filles et la prévention contre le VIH. Il contient plus de 100 ressources récentes, y compris des documents sur les politiques, des études de cas, des rapports, des outils, des programmes et d'autres ressources aussi produites par les membres de l'équipe de travail inter-agences d'ONUSIDA sur l'éducation et d'autres personnalités-clé travaillant en éducation, genre, VIH/SIDA et communautés. Les ressources du CD-ROM démontrent l'importance de l'éducation dans la réduction de la vulnérabilité à la contamination VIH, offre des exemples sur comment le secteur de l'éducation pourrait mieux répondre aux besoins des filles dans le contexte du VIH et du SIDA, et se font l'avocat de l'intensification et de l'action autour de l'éducation des filles comme élément de réponse au VIH et au SIDA.

Plus d'information sur l'équipe de travail inter-agences d'ONUSIDA sur l'éducation disponible sur <http://www.unesco.org/aids/iatt>. Pour recevoir une copie du CD-ROM, écrire à info-iatt@unesco.org

Notice nécrologique

Katarina Tomasevski 1953-2006

Katarina Tomasevski, l'une des figures universitaires dominantes sur les droits humains et l'universitaire de renommée mondiale experte en droit à l'éducation, est décédée le 4 octobre.

En tant que première rapporteuse spéciale auprès des Nations-Unies sur le droit à l'éducation entre 1994 et 1998, Katarina a travaillé sans relâche pour la défense du droit de tous les garçons et de toutes les filles à l'éducation. Elle a défié les gouvernements, de la République Populaire de Chine aux Etats-Unis d'Amérique, quant à leurs violations du droit à l'éducation, et, grandement en colère contre le pouvoir de la Banque Mondiale dans la mise en place de politiques d'éducation autour du monde, elle a défié l'institution sur son rôle dans la négation du droit à l'éducation gratuite.

En 1999 elle a mis en place le Projet Droit à l'éducation, un centre de ressources et un réseau de recherche ouvert au public dédié aux dimensions des droits humains.

Son site Internet www.right-to-education.org est un point de référence indispensable pour quiconque travaillant en éducation internationale.

Au cours des 3 dernières années elle a compilé un remarquable Rapport Mondial sur l'éducation, « Payante ou Gratuite », qui fournit des informations de première main pays par pays, sur les différents types de frais et charges qui empêchent les enfants d'aller à l'école.

En dépit du fait qu'elle savait qu'elle allait mourir depuis au moins un an, Katarina était déterminée à finir son rapport, qui a été publié le mois dernier (www.katarinatomasevski.com). En agissant ainsi, elle a laissé derrière elle un véritable héritage pour les activistes de par le monde.

En plus de son travail formidable sur l'éducation, Katarina a apporté son énergie intarissable et son expertise à une variété de questions sur les droits humains. Elle a coordonné la première enquête interne sur les enfants en prison, contribué à la convention sur les droits de l'enfant, et était l'une des premières avocates à travailler sur le VIH et SIDA. Elle a enseigné les droits humains dans de nombreuses universités dans le monde et était véritablement dédiée au développement de la capacité des avocats en Afrique, Asie et Amérique latine, et à promouvoir le rôle des femmes.

Elle continuera d'être une source d'inspiration pour les activistes de l'éducation et des droits humains du monde entier et ce pour de nombreuses années à venir.

Un mémorial virtuel à Katarina a été mis en place sur www.tomasevski.net

Sur la toile

Dans l'intérêt du public : santé, éducation, eau et assainissement pour tous *Oxfam/WaterAid*

Ce rapport met en lumière en quoi la construction des services publics forts est clé dans la transformation des vies des gens évoluant dans la pauvreté. Il soutient que seuls les gouvernements ont l'envergure nécessaire pour offrir un accès universel à des services qui répondent aux besoins de tous les citoyens y compris les femmes, les filles, les minorités et les très pauvres.

Disponible sur http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/debt_aid/public_interest.htm

Récrire le futur *Save the Children*

La Campagne Récrire le futur de Save the Children vise à récrire le futur d'environ 43 millions d'enfants dont le droit à l'éducation est actuellement dénié dans les pays en conflits. Le rapport de la campagne met en lumière l'état critique de nombreux enfants vivant dans les zones de conflits et en particulier l'importance de l'éducation des filles.

Disponible sur <http://www.savethechildren.org.uk/>

En échec : bulletin scolaire des contributions des pays riches à l'éducation primaire universelle *Campagne mondiale pour l'éducation*

La Campagne mondiale pour l'éducation classe le progrès des pays riches dans leur effort d'utiliser leur aide pour atteindre les objectifs de l'éducation. Les pays de l'OCDE sont classés selon des critères quantitatifs et qualitatifs de l'aide distribuée et des engagements pris pour l'Initiative accélérée. Alors que les pays nordiques reçoivent les honneurs des premiers de la classe, les pays en échec comprennent les Etats-Unis (note E), le Japon, l'Allemagne et l'Italie.

Disponible sur http://www.campaignforeducation.org/resources/resources_latest.php

Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA 2006 *ONUSIDA*

En se basant sur les données de 126 pays et de plus de 30 organisations de la société civile, ce rapport évalue les progrès envers les six objectifs mondiaux de la Déclaration des Nations-Unies sur l'engagement pour le VIH/SIDA. Il prétend qu'il y a un nombre de défis clés auxquels la communauté mondiale fait face, y compris la nécessité de mieux planifier, une direction durable et un financement à long-terme pour répondre au SIDA.

Disponible sur http://www.unaids.org/en/HIV_data/2006GlobalReport/default.asp

Langue maternelle d'abord : le droit des enfants d'apprendre dans leur propre langue *ID21*

Le bulletin d'information ID21Insights s'étend sur le rôle que peut jouer l'éducation dans la protection des langues menacées d'extinction, le besoin de revitaliser les langues indigènes, comment l'éducation en langue maternelle peut avoir un bon rapport coût-efficacité, et sur les succès et les échecs des politiques d'éducation bilingue.

Disponible sur <http://www.id21.org/insights/insights-ed05/art00.html#>

L'école à la maison : accès à une éducation de qualité pour les jeunes Afghanes *Journal de l'éducation pour le Développement International*

Cet article de Jackie Kirk et Rebeca Winthrop examine les programmes scolaires basés à la maison en Afghanistan. Il prétend que l'école à la maison peut offrir une alternative véritable aux systèmes traditionnels d'éducation et offre un certain nombre de recommandations concernant les politiques d'éducation pour le gouvernement Afghane.

Disponible sur <http://www.equip123.net/JEID/articles/3/HomeBasedSchooling.pdf>

Faire sortir les filles du travail et les faire rentrer à l'école *UNESCO et UNICEF*

Ce dossier sur les politiques résume les causes et les conséquences du travail des enfants filles sur leurs opportunités éducatives. Il décrit également certains des instruments et des stratégies en place pour réduire le travail des filles et offre des éclaircissements sur les bonnes pratiques actuelles.

Disponible sur http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/appeal/gender/pdf/girls2.pdf

Courrier des lecteurs

Je voudrais faire un bref commentaire sur les articles du numéro 17 d'Equals sur l'égalité des sexes et l'éducation dans les situations de conflit. Si j'adhère pleinement avec les raisonnements présentés dans ces articles, j'ai le sentiment qu'un thème crucial n'a pas été articulé pleinement. Dans l'élan rapide de soutien à l'éducation des filles et à l'autonomisation des femmes, les questions touchant les garçons et les hommes sont fréquemment négligées, en particulier pendant les périodes de conflit. Alors que les filles sont en effet particulièrement touchées par le conflit, il est indispensable de ne pas oublier qu'égalité des sexes comprend aussi les garçons dans l'équation. J'ai eu une expérience de première main de cela lorsque je travaillais dans un camp de réfugiés dans le nord-ouest de la Tanzanie. L'insistance sur les femmes et les filles avait pour résultat une désautonomisation des garçons et des hommes – qui n'était évidemment pas l'objectif premier des projets de femmes, mais en était une conséquence indirecte. De nombreux hommes un peu âgés avaient perdu leur rôle de gagne-pain, de chefs de famille, les laissant privés ou incertains de leurs fonctions dans la vie. Les jeunes hommes étaient également de plus en plus laissés pour compte dans les enjeux d'éducation, l'attention se portant en premier lieu sur les filles et les femmes. Cela eut pour résultat la flânerie des jeunes hommes dans les camps, une recette pour le mécontentement et la criminalité.

J'ai pu observer un exemple de projet véritablement équilibré en matière de genre dans un camp de réfugiés rwandais à Karagwe dans l'ouest de la Tanzanie, un projet qui marchait. Caritas avait établi un « club pour hommes » parallèlement aux projets des femmes établis pour apprendre aux femmes leurs droits, la nécessité d'éduquer leurs enfants, et leur fournir des formations etc. Les hommes recevaient également des informations sur les droits humains variés, y compris ceux des femmes et des enfants, on leur offrait des formations et un suivi permanent. Plutôt que de se sentir sans pouvoir, aliénés ou insatisfaits du niveau d'inégalité de soutien donné aux uns et aux autres, les hommes participant à ce projet étaient suffisamment autonomisés pour ne pas se sentir menacés par les rôles forts que les femmes commençaient à tenir dans les camps, et pour les soutenir activement. Ceci est l'unique projet que j'ai personnellement vu portant sur ces thèmes spécifiques.

En conclusion, je voudrais encourager le fait que l'équité et l'égalité entre les sexes soit toujours perçue et envisagée de façon à ce que les projets basés sur le genre marchent pour les garçons et pour les filles.

Lyndsay Bird Conseillère éducation, Save the Children Royaume-Uni

ECRIVEZ MAINTENANT!

Vous avez un point de vue particulier que vous voulez partager dans Equals ou un commentaire à faire sur le Bulletin en général ?

Ecrivez aux éditrices :
r.rajagopalan@ioe.ac.uk ou
beyondaccess@oxfam.org.uk
ou par la poste:
School of Educational
Foundations and Policy Studies,
Institute of Education,
University of London,
20 Bedford Way,
London WC1H 0AL

Vous pouvez aussi partager vos idées en participant au forum en ligne du site du KIC. Voir encadré page 5 pour plus de détails.

Le Project KIC

KIC est un projet d'Oxfam International basé sur les besoins existants des partenaires d'améliorer leur possibilité d'apprendre les uns des autres. Il cherche à promouvoir un échange systématique de savoirs, à favoriser l'enseignement venant d'expériences pertinentes, et à promouvoir un réseau autour de 5 thèmes dont l'éducation.

KIC offre une infrastructure pour faire cela : un Portail KIC virtuel, où les partenaires et d'autres peuvent se rencontrer, localiser d'autres partenaires travaillant dans le même secteur, surfer sur des sites thématiques, documenter leurs pratiques et leurs recherches et trouver des sources de savoir dans les « chambres de discussions virtuelles » connues sous le nom de « Communautés de pratique ».

Ce numéro d'Equals est l'un des trois numéros soutenus par le projet KIC, qui collabore avec le Projet Au-delà de l'accès pour renforcer le savoir sur le genre et l'éducation. Nous espérons que cette collaboration encouragera les partenaires et les lecteurs d'Equals à partager activement leurs savoirs sur l'égalité des sexes en éducation, en publiant des exemples, en prenant le rôle d'éditeur-invité, en réagissant aux articles d'Equals et en participant aux discussions en ligne et aux forums qui seront sur le site KIC.

Ce numéro d'Equals sera suivi d'un forum de discussion en ligne sur le site Internet de KIC – voir l'encadré page 5 pour plus de détails sur comment participer.

Pour plus d'information sur le Projet KIC, voir www.oxfamkic.org

Projet Au-delà de l'accès

Editrices en chef : Elaine Unterhalter et Sheila Aikman

Au-delà de l'accès fut créé en janvier 2003.

Ses principaux objectifs sont :

- De contribuer à la réalisation de l'OMD 3 – Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme – en générant et portant un examen critique sur le savoir relatif à l'égalité des sexes en éducation.
- D'offrir des ressources appropriées à partager et à disséminer dans le but d'influencer les politiques des gouvernements, des ONG nationales et internationales et des institutions internationales, y compris les agences des Nations Unies.

Coordonnées

Pour plus d'information ou pour faire un commentaire, veuillez contacter :
Rajeev Rajagopalan, Beyond Access,
School of Educational Foundations and Policy Studies, Institute of Education, 20 Bedford Way, London WC1 OAL
Tél : 0044 207 612 6394
Fax : 0044 207 612 6366
Email : r.rajagopalan@ioe.ac.uk
Ou email : beyondaccess@oxfam.org.uk
Site Internet : www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess or www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/education/genderequality_education

Les opinions exprimées dans ce numéro sont entièrement celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles du projet ou de leurs partenaires et sponsors.

Événements à venir

20 Novembre	Journée universelle des enfants	
20-25 Novembre	Faire passer à grande-échelle le programme de soins et de soutien aux personnes vivant avec le VIH et SIDA à l'Institut de recherche en gestion de la santé / Institut indien de recherche en gestion de la santé Jaipur, Inde	Pour plus de détails voir : http://www.globalhealth.org/news/article/8061
Novembre	La London School of Economics tiendra une série de conférences publiques traitant des thèmes actuels et pressants liés au VIH et SIDA. Sponsorisé par le Département pour le Développement International du Royaume-Uni (DFID) London, UK	Pour plus de détails voir : http://www.lse.ac.uk/collections/LSEAIDS/events/dfid_lectures_seminars.htm
1 Décembre	Journée mondiale contre le SIDA	
10 Décembre	Journée mondiale des droits humains	
11-14 Décembre	16ème conférence des Ministères de l'éducation nationale des pays du Commonwealth Cape Town, Afrique du Sud	Pour plus de détails voir : http://www.thecommonwealth.org/Internal/37088/155841/16ccem/
20 Décembre	Journée des Nations-Unies pour la coopération sud-sud	
20-25 Janvier	Rencontre du Forum Social mondial en Afrique Nairobi, Kenya	Pour plus de détails voir : http://oneworldafrica.org/sasf/eventsdetails.php?event_id=00000012
Janvier	Rencontre des Ministères africains AU/NEPAD	
2 Février	Dialogue politique sur la généralisation des pratiques prometteuses en égalité entre les sexes et éducations des filles en Asie du sud, organisé par le Secrétariat du Commonwealth Lahore, Pakistan.	Pour plus de détails voir : http://www.afed.itacec.org/
27 Février – 2 Mars	Commission sur le Statut des Femmes (CSW), Cinquantième Session. Organisée par la Division pour l'avancement de la femme New York, USA	